



Direction départementale des Territoires
de l'Oise
Service de l'Eau, de l'Environnement
et de la Forêt
Bureau de l'Environnement

Arrêté préfectoral complémentaire autorisant la société BPE LECIEUX
à modifier les conditions de remise en état de la carrière de granulats alluvionnaires
située sur le territoire de la commune de Saint-Maximin (60741)

APC du 28 avril 2010

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de La Légion d'Honneur

Unité Territoriale de l'Oise

21 MAI 2010

Vu l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;

Vu le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 avril 1999 adoptant le schéma départemental des carrières du département de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2003 réglementant la carrière de sables et graviers alluvionnaires exploitée par la Société BPE LECIEUX sur le territoire de la commune de Saint-Maximin ;

Vu la demande de modification partielle des conditions de remise en état des lieux présentée le 21 juillet 2008 et complétée le 2 mars 2009, par la Société BPE LECIEUX, dont le siège social est situé Chaussée Neuve, lieudit « Les Saintes Barbes » 60741 Saint-Maximin à l'effet d'être autorisée à créer une plate-forme portuaire sur une partie de la carrière de Saint-Maximin initialement prévue pour être enherbée ;

Vu les plans et documents joints à la demande précitée ;

Vu l'avis du 22 octobre 2009 du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional Oise Pays de France ;

Vu l'avis du 23 décembre 2009 du Service de la Navigation de la Seine ;

Vu le rapport et les propositions du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie en date du 29 mars 2010 ;

Vu l'avis du sous-préfet de Senlis en date du 14 avril 2010 ;

Vu l'avis en date du 16 avril 2010 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant en formation spécialisée dite des "carrières" ;

Vu le projet d'arrêté transmis à la pétitionnaire le 20 avril 2010 et sa réponse du 23 avril 2010 ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.512-33 du code de l'environnement, le préfet peut autoriser la modification apportée par l'exploitant à une installation classée, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ;

Considérant qu'au dossier de demande du 7 décembre 2001 qui fonde l'arrêté d'autorisation susvisé l'exploitant avait prévu de remettre en état les lieux du site de la carrière en y agrandissant le plan d'eau voisin pour porter sa surface à 10 ha environ et en enherbant ou plantant de bosquets et d'arbres isolés les parties hors d'eau ;

Considérant que le projet de la Société BPE LECIEUX de créer une plate-forme sur le site de la carrière de Saint-Maximin a pour effet d'amputer de 3 ha environ la surface prévue pour être enherbée ou plantée de bosquets ou d'arbres isolés ;

Considérant l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2003 susvisé qui dispose que l'autorisation d'exploiter vaut pour une exploitation satisfaisant aux modalités qu'il fixe ;

Considérant que, pour accéder à la présente demande de la Société BPE LECIEUX, il convient de lever l'obligation d'ensemencer et /ou de planter les parties hors d'eau du site réaménagé de la carrière de Saint-Maximin, prescrite au chapitre IV.2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2003 susvisé ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant répondent aux avis émis par le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional Oise Pays de France et par le Service de Navigation de la Seine, particulièrement en ce qui concerne l'écoulement des eaux de surface en cas de crues de la rivière Oise ;

La pétitionnaire entendue ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : les dispositions de la présente décision modifient et complètent celles édictées à l'arrêté préfectoral du 18 mars 2003, en particulier chapitre IV.2 intitulé « remise en état », susvisé autorisant la Société BPE LECIEUX, dont le siège social est situé Chaussée Neuve, lieudit « Les Saintes Barbes » 60741 - Saint-Maximin, à exploiter la carrière de granulats alluvionnaires lieux-dits « Les Prés Saint-Jean » et « Rue du Pont de Saint-Leu » à Saint-Maximin.

ARTICLE 2 : L'extension de la plate-forme du port fluvial sur l'Oise sur les parcelles cadastrées section AP n° 22pp, 23pp, 27pp et 184 est autorisée, pour une surface maximale de 3 ha et sous réserve des conditions fixées ci-après.

ARTICLE 3 : Intégration paysagère.

Un merlon est édifié le long des limites Sud et Ouest de la plate-forme créée. Par rapport à cette dernière, en pied du merlon :

- coté intérieur, une clôture est mise en place ;
- coté extérieur, le chemin rural n° 5 dit du Bac est rétabli.

A l'exception de la plate-forme, les zones hors d'eau sont enherbées. Des plantations arbustives isolées ou sous forme de bosquets, y sont également mises en place sur la plaine et à proximité du pied du merlon, au plus tard à la première période hivernale suivante la présente décision.

Les plantations et les conditions de celles-ci sont déterminées en concertation avec la municipalité de Saint-Maximin et le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional Oise - Pays de France. Elles sont réalisées de façon à s'intégrer naturellement dans le paysage local et à ne pas fermer la vue sur l'Abbatiale de Saint-Leu-D'Esserent. Aussi, sont exclues les plantations linéaires arbustives ou arborées au sommet ou sur la pente du merlon. Par ailleurs, pour ces plantations sont proscrites les espèces réputées invasives (Buddleia, Robinier, ...).

ARTICLE 4 : Circulation des eaux de surface en cas de crue.

Le merlon et la clôture mis en place ne doivent pas aggraver les conséquences des crues de la rivière Oise. Dans leur partie perpendiculaire au sens d'écoulement naturel des eaux de surface :

- une ouverture du merlon suffisamment dimensionnée est réalisée ; à défaut, en cas d'alerte de crue, une trouée devra pouvoir y être opérée sur simple demande de la municipalité de Saint-Maximin ;
- sous les mêmes conditions, la clôture est déposée au droit de ladite ouverture ou trouée.

ARTICLE 5 : infiltration des eaux météoriques

Le revêtement de la plate-forme créée ne s'oppose pas à l'infiltration des eaux météoriques.

ARTICLE 6 : La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514.6 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Saint-Maximin, le directeur régional de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 25 AVR. 2010

pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général,


Patricia WILLAERT